Transformations internationales ou continuité d'un modèle ?

Mireille Fanon Mendes-France

Quelle serait la réponse la plus appropriée à cette question alors que notre monde ne cesse de s'interroger afin de faire face aux multiples crises traversées ? Nous ne cessons de faire émerger des solutions qui, dans la plupart des cas, ne règlent rien, tout au plus elles ne sont que cautères sur des jambes de bois ; elles semblent surtout toujours plus aggraver la situation. Ne faudrait-il pas se saisir de la problématique consistant à identifier ce qui dans le modèle de domination capitaliste, raciste et libéral ne fonctionne plus – ou plus précisément n'a jamais fonctionné – pour comprendre pourquoi à la tête de nombreux pays se trouvent des dirigeants pour qui la notion de peuple ou de nation ne fait plus sens, et peut-être ne l'a jamais fait ? Les États dont ils sont présidents ou premiers ministres sont réduits au rôle de gardien des intérêts privés, et le pouvoir politique, enfoncé dans une profonde crise de crédibilité et de légitimité, se contente de véhiculer « les valeurs » du capitalisme et les mots d'ordre l'accompagnant : compétitivité, récompense au mérite, responsabilité individuelle, la prétendue égalité des chances, la démocratie, la bonne gouvernance dont le résultat est l'accaparement de la richesse par une minorité et aussi le contrôle des migrations, la sécurité, l'identité ...

Dès lors l'élection de Trump, puisqu'il a fini par gagner les élections, dans un contexte de crise politico-économique va-t-elle introduire des transformations internationales significatives ? Le monde n'est-il pas depuis bien longtemps en butte à des transformations sur le plan international qui ont d'ores et déjà déstructuré les relations internationales qui sont actuellement pensées en fonction des intérêts financiers qu'elles sont dans l'obligation de garantir ? Pourquoi est-il impossible à notre monde de trouver des réponses aux crises politico-économiques de façon à ce qu'elles n'accélèrent pas la destruction de l'État ? Cet ensemble de questions oblige à porter un autre regard sur ces crises et surtout d'essayer d'y répondre, non pas les yeux rivés sur les cartes ou les statistiques, mais sur les paradigmes qui ont fondé notre monde et parmi ceux-ci de repérer les variations, leurs répétitions, d'identifier les ruptures, leur rapport de domination, de jouissance mortifère et cynique à l'humain. Le système capitaliste actuel s'est fondé sur les paradigmes de la domination ancrée sur l'exclusion de toute autre religion que le christianisme et sur la hiérarchisation des races. Ainsi dès 1452, dans la Bulle, intitulée Dum Diversas, le pape Nicolas V autorise le roi du Portugal Alphonse V à réduire tout « Sarrasin (ou musulman), païen ou tout autre non-croyant au christianisme » à une condition d'« esclavage perpétuel ». Poursuivant cette logique, il conclut que, « [...] pesant chaque prémisse avec la méditation qui s'impose, et notant que, comme nous l'avions précédemment accordé par d'autres lettres, entre autres choses, le pouvoir libre et ample audit roi Alphonse [...] d'appliquer et de s'approprier à lui-même et à ses successeurs les royaumes, duchés, comtés, principautés, dominions, possessions et biens, et de les convertir à son usage et à son profit, ayant obtenu ladite faculté, ledit roi Alphonse, ou, par son autorité, ledit Infant, a justement et légitimement acquis et possédé, et possède, ces îles, terres, ports et mers, et ils sont de droit et appartiennent au dit roi Alphonse et à ses successeurs. » C'est à partir de cette bulle, que s'est construit l'un des discours fondateurs ayant servi d'argument théologique pour justifier l'esclavage transatlantique et la « doctrine de la découverte » qui a soutenu l'invasion et la colonisation

d'une partie du monde. À partir de cette appropriation reposant sur le vol, le crime de génocide et contre l'humanité, le système capitaliste raciste n'a cessé de fonctionner en s'appropriant des territoires pour des questions stratégiques ou de domination, pillant les ressources naturelles pour mieux assouvir ses besoins et assurer sa survie, édictant des lois pour échapper à tout jugement juridique, quitte à être quelque peu en délicatesse avec le droit, voire en flagrant délit de manipulation du droit afin que les dominants s'arrogent le droit à l'impunité, comme cela a été cyniquement réalisé lors des abolitions. Cette légitimation de la guerre permanente contre les peuples non chrétiens n'a-t-elle pas donné la possibilité à des chefs d'État se désignant comme les seuls garants de la démocratie d'imposer des guerres en les externalisant ? De la doctrine des découvertes à celle de la lutte contre le terrorisme ou pour défendre la sécurité ou encore pour la loi et l'ordre il n'y a aucune différence puisque l'objectif reste celui que Alphonse V s'était octroyé, sans aucune base légale, la possession « des îles, des terres, des ports et des mers ». Le nouvel occupant du bureau ovale fait-il de la provocation en lorgnant sur le Groenland, Panama et le Canada ? Ce qui est sûr c'est qu'il ne s'embarrasse pas de détails juridiques qu'il tient pour billevesées. En ce sens, l'idéologie contenue dans de tels propos est la même que celle employée par Alphonse V.

Une autre bulle est venue conforter la Dum Diversas, la Bulle Inter Caetera, édictée en 1493, par Alexandre VI en précisant qu'aucune nation chrétienne n'avait le droit d'établir une domination sur des terres précédemment dominées par une autre nation chrétienne. Ainsi s'est établi le droit des nations blanches et chrétiennes sur les pays non chrétiens et sur les peuples de ces pays qu'ils s'autorisaient à mettre en esclavage.

C'est donc tout naturellement que ce nouvel ordre du monde fondé sur l'accaparement des terres et la guerre permanente contre les peuples indigènes et ensuite contre les mis en esclavage, y compris après les abolitions, a mis sur pied cette nouvelle doctrine à laquelle a été ajoutée celle « de la plantation » d'où est né le système économique actuel. Il s'est enrichi de la vente des corps noirs puisqu'il les considérait comme biens meubles ; pour ce faire il a fallu justifier la mise en esclavage en déposédant d'abord les corps indigènes de leur âme, puis les corps noirs de leur dignité en tenant des préjugés raciaux pour la vérité scientifique (entre autres, infériorité intellectuelle, résistance physique ou encore hypersexualité des hommes) ; à cela seront ajoutées bien d'autres vérités venant nourrir ce que Norman Ajari qualifie d'entreprise de *déshumanisation négrophobe* (2022 :1) dont sont victimes les corps noirs où qu'ils se trouvent. Et c'est bien de cela qu'il s'agit lorsque le président français se plaint des présidents de certains États africains qui auraient « *oublié de nous dire merci [...]. Je le dis pour tous les gouvernants africains qui n'ont pas eu le courage vis-à-vis de leurs opinions publiques de le porter, aucun d'entre eux ne serait aujourd'hui avec un pays souverain si l'armée française ne s'était pas déployée dans cette région* » (Emmanuel Macron, président de la République) ne sont que la permanence de ce racisme profondément ancré dans l'inconscient collectif et qui surgit à la moindre crise politico-économique ou à la moindre volonté de pays africains d'affirmer leur droit à l'autodétermination et à leur souveraineté quel que soit le domaine dans lequel cela s'exerce. Et dans ce contexte, à cette négrophobie déshumanisante s'ajoutent l'infantilisation, tête et yeux baissés, le « *oui, missié* » attendu par les colons et le paternalisme puisqu'il affirme, en ayant déjà pardonné les incartades « *que ce n'est pas grave, ça viendra avec le temps* » (E.M). Ce qu'attend ce président de ceux qu'il considère comme des subalternes, c'est qu'ils disent « *merci* » pour la déstabilisation de la région provoquée par les interventions françaises, entre autres en Lybie.

Ce président a oublié que ce qu'il appelle déploiement, que ce soit au nom de la sécurité, plus exactement de la loi et l'ordre – cher à Donald Trump – ou que ce soit comme jadis au nom de « *la mission civilisatrice, cela constitue et a constitué l'étiage historique d'une propagande incessante qui a marqué des esprits nourris de suprématisme nationaliste et pétris de préjugés par les appareils idéologiques des États coloniaux impérialistes. Le consentement des opinions publiques occidentales aux guerres expansionnistes a été acquis grâce à un conditionnement permanent, effectif depuis les bancs des écoles jusqu'aux universités. Les médias jouant dans ce dispositif un rôle fondamental* » (Mireille Fanon Mendes-France, 2012). Si ce président a perdu la possibilité de jouer la FrançAfrique au nom des intérêts de la France, pays colonisateur, il compte bien continuer à user d'une certaine forme de puissance, fusse-t-elle en berne. Peu importe, fort de son statut de président il s'autorise à rappeler à ces dirigeants qu'ils ne sont là que grâce à la France. Il s'inscrit fermement du côté de ceux pour qui les transformations internationales si elles ne profitent pas au secteur financier et à ses affidés sont à combattre ; la déstabilisation des pays du Sahel porte préjudice aux investissements français mais bien plus au peuple. Peu importe, ce qui compte ce sont les profits. Tout président ayant la velléité de se tenir auprès de son peuple résistant sera combattu et particulièrement s'il tentait de sortir des mailles du système imposé par son ancien colonisateur, rappelons-nous de Lumumba, de Sankara et de tant d'autres... Le président français dans ce cas-là ne se privera pas de délégitimer, par l'exercice colonial du pouvoir, toute obstruction à la pérennisation d'un système capitaliste, raciste et libéral.

L'important est la survie du système qui a fait ses preuves depuis 1492, au moment de ce que la *story telling* qualifie de « grandes découvertes » et c'est bien à partir de cette date que le racisme est devenu l'un des piliers fondateurs du système capitaliste. Si l'on revient à la question qui a suscité cette réflexion à propos de l'élection de Trump dans un contexte de multicrises, on se doit d'admettre que l'histoire concernant la modernité capitaliste est une histoire violente qui, dès le début, a nourri le pouvoir des empires européens émergents et de leur capital transocéanique, où les institutions ecclésiastiques métropolitaines faisaient partie du modèle naissant du pouvoir moderne/colonial. Il est nécessaire de reconnaître et d'analyser le rôle des différents acteurs dans la colonisation et l'esclavage. C'est-à-dire sa participation, par promotion ou omission, aux pratiques de capture, de dépossession, d'expropriation des terres et des ressources, d'exploitation du travail sans rémunération, et aux tentatives systématiques d'épistémicide des mémoires, des connaissances, de l'esthétique et de la spiritualité des peuples colonisés, soumis à la servitude et réduits en esclavage. Tout cela constitue le principal support de l'accumulation de pouvoir et de richesse qui a fait de l'Europe la région dominante du monde.

Racisme construit à partir de fantasmes racialisant ayant la vie dure puisque les corps noirs mais aussi d'une certaine façon le corps des Arabes – et particulièrement lorsqu'ils sont associés à l'Islam – continuent d'être instrumentalisés par le pouvoir, au point de devenir dans le système capitaliste une variable d'ajustement structurel, dont la vie et la dignité dépendent des conditions économique-politico-sociales du pays. Plus la situation économique est tendue, plus les forces de droite et d'extrême droite se coalisent pour réduire encore plus le droit de circulation des personnes cherchant à migrer, sans se priver de leur rendre la vie insupportable et indigne. Si dans la période allant des années 1970-80, le rôle de l'État en tant que régulateur des rapports sociaux était revendiqué, de nos jours le rôle social de l'État se trouve profondément érodé par l'offensive idéologique et politique du capitalisme. Cette offensive a comme conséquence un vrai recul des fonctions de l'État sur le plan de l'exercice traditionnel de ses compétences. Le rôle des pouvoirs publics se réduit à réguler juridiquement les

privatisations et la vente des biens publics (entreprises d'État rentables) aux transnationales, à gérer les « restructurations » qui entraînent de très nombreux licenciements. Les pouvoirs publics perdent ainsi la maîtrise des politiques économiques, sociales et financières, notamment, en tant que facteur politique et social de régulation. L'État a perdu son rôle de redistributeur de richesses par la politique fiscale et celui de la mise en place des politiques d'emploi.

L'État s'est laissé imposer les intérêts des marchands comme règle de conduite. N'existe plus que le droit commercial au sens strict : les ressources naturelles, les micro-organismes, les écosystèmes, le corps humain, la santé, l'éducation, la culture, la recherche scientifique, les médicaments, la production des biens sont tous soumis à la loi du marché et font l'objet d'appropriation « légale » par les firmes privées et par les grandes corporations transnationales. Les institutions multilatérales d'ordre économique (FMI/BM/OMC), leurs tribunaux (ORD, CIRDI) ainsi que les pouvoirs *de facto* (G7, Club de Paris, G20...) constituent le fer de lance de ce nouvel ordre économique international.

Les relations internationales n'échappent pas aux injonctions des *marchands* et ces transformations sur le plan international ne datent pas du premier mandat de Trump, pas plus que de l'élection de présidents ouvertement racistes, voire fascistes, elles sont présentes depuis 1492. On ne peut obérer cette période fondatrice du modèle dans lequel nous sommes forcés de survivre ; nous devons repérer les répétitions ou les variations :

- hiérarchisation des corps, marchandisation des corps (le sort réservé par les pays capitalistes aux migrants en est une déclinaison probante) ;
- échange des corps contre des biens provenant des ressources naturelles (cela a pris une autre forme mais contre la préemption sur les ressources naturelles d'un pays, ce dernier se voit attribuer des facilités de prêts gérés par le FMI ou la Banque mondiale sans que cela est le moindre effet sur la vie quotidienne du peuple qui continue de lutter pour survivre) ;
- accaparement des terres par le vol (ce qui se continue à grande échelle en Afrique du Sud, en Amérique du Sud au Chili et au Brésil...) ;
- crime de génocide des peuples indigènes (aujourd'hui on assiste au sociocide des Afro-colombiens ou des Afro-brésiliens, des African-american, des Mapuche, de nombreux Afrodescendants et Africains dans les pays anciennement colonisateurs (France, Grande-Bretagne, etc.), des Kurdes dans le Rojava ;
- pillage des ressources systématique au profit des pays colonisateurs, une justice à charge contre les victimes (on ne peut oublier le procès de Théodore Luhaka où « *au fil des jours, il était facile de voir se mettre en place une stratégie permettant de changer la qualification en chargeant la victime par ce qu'il avait fait ou dit, en cela les media ont joué un rôle délétère. La machine s'est mise en marche et a fonctionné ; les criminels ont été, d'une certaine façon, absous ;* » MFMF) ;
- soumission des corps noirs au maître, droit de vie et de mort décidé par le maître (la peine de mort touche encore de nombreux pays, dont les États-Unis ;
- viol systématique des femmes et des jeunes adolescentes sur la plantation (ce modèle de plantation n'a jamais disparu et continue d'être responsable de malnutrition et de famines dans certaines régions du monde) ;
- obligation pour la mise en esclavage d'abandonner sa culture (ce qui existe encore avec le slogan brandi par certains responsables politiques « la France, tu l'aimes ou tu

la quittes » ou avec ce que les services d'immigration appellent l'assimilation ou l'intégration).

Ce qui se passe dans nos pays, dans nos sociétés n'est pas le fait de rapports de force nouveaux, de tensions entre pays voulant sortir du joug colonial encore imposé même après les indépendances, mais de la continuation de ce qui a été mis en place dès les premières colonisations des territoires découverts : l'appropriation illégitime, le règlement des différends par les armes, rappelons-nous du baron de Mackau faisant, pendant 15 jours, le siège de Port au Prince en pointant sur la ville les canons de sa flotte. Le président Boyer n'a eu d'autre choix que de signer, pour éviter un bain de sang à son pays, une reconnaissance de dette illégale et illégitime imposée par la France dont le roi Charles X voulait « *condamner le nouvel État à cuire dans son jus* » (Marcel Dorigny, Jean-Marie Théodat, Gusti-Klara Gaillard et Jean-Claude Bruffaerts).

N'est-ce pas précurseur de ce qui se passe avec le génocide des Palestiniens de Gaza qui a crevé les écrans de nos postes de télévisions et qui aujourd'hui n'y a plus trop droit de cité ? Nous vivons dans un monde dans lequel un pays dont les habitants subissent un génocide depuis 1948, et la communauté internationale, à part des réunions, des conférences, des résolutions et des déclarations n'a pas bougé le petit doigt. Elle a bien frémé pour le génocide des Tutsis au Rwanda, mais il semble impossible d'arrêter l'État d'Israël dans sa marche vers l'irraison, l'indignité et l'inhumanité. Cet État se sent protégé par la culpabilité européenne, blanche et eurocentrée et joue, surjoue même de cette culpabilité. Les pays ayant participé à l'extermination de six millions de personnes ne savent plus comment se battre la coulpe et s'agenouiller devant un État génocidaire, criminel, raciste. On doit admettre que depuis 1492, il est possible pour des États, peu importe le siècle, de décider de régler les différends par des actes militaires hors de toute proportionnalité dès lors que la question territoriale se pose, surtout si ces pays affirment appartenir à l'axe du bien. Il n'y a pas de limite à l'expansion coloniale surtout si elle est organisée par des pays occidentaux se réclamant de la démocratie, de la responsabilité de protéger et forcément de la loi et de l'ordre ! Et l'agressé, comme dans le cas de Haïti, devient responsable de son mal-développement, des gangs qui ont pris la vie de milliers de Haïtiens en otage, les Palestiniens refusant une occupation illégale passent du statut de Résistants à celui de terroristes, des pays sont mis à feu et à sang, les populations obligées de fuir des guerres imposées par la puissance hégémonique des États-Unis ou par l'Otan et la France comme en Libye, ce qui a déstabilisé l'ensemble de la région. Dès lors, les cris d'orfraie poussés par ceux qui commettent les agressions sont d'un cynisme absolu. Et cette déstructuration du droit international, voire ce déchirement de la régulation des rapports de force, a bien sûr des conséquences sur le rôle de l'État et des pouvoirs publics et surtout sur le plan politique des relations internationales avec la dégradation ne cessant de s'accroître puisque les rapports sociaux internationaux et les relations internationales sont façonnés par une structure unipolaire caractérisée par le rôle dominant des États-Unis.

La prééminence et la domination nord-américaines sont reflétées par la stratégie qui a consisté à refuser d'encadrer leurs actions impériales dans la légalité internationale. Cette stratégie a des conséquences directes sur tout le système de sécurité collective construit après la deuxième guerre mondiale, mais aussi sur les règles du droit international en tant que système de régulation des rapports sociaux internationaux. A ainsi été ouverte une boîte de Pandore dans laquelle s'engouffrent tous les faiseurs de guerre sachant parfaitement profiter

des opportunités que leur offre la dérégulation du cadre normatif du droit international, y compris celui du droit humanitaire international.

De nos jours, les États-Unis deviennent dans ce processus de déstructuration du « droit ancien » l'acteur étatique principal des relations internationales ; leurs alliés, dont le principal est l'État d'Israël, et leurs satellites européens essaient de participer activement dans la restauration d'un ordre mondial que l'on fantasmait avoir disparu et définitivement enterré par l'histoire. Mais c'était une vision bornée de l'histoire ; ne voit-on pas revenir sur la scène internationale, au nom de la démocratie, la notion coloniale d'États « civilisés » (de nature occidentale et porteuse d'ordres) face à des États et des peuples dits « non civilisés » ne pouvant bénéficier de la protection du droit en général et du droit international en particulier, ne sont-ils pas les descendants de ceux qui avaient divisé le monde entre chrétiens et tous les autres chez qui il était raisonnable de porter la guerre, au nom de la civilisation ? Cette guerre civilisatrice permanente a eu un impact y compris sur le droit international qui n'a toujours pas cessé d'être *un système de droit essentiellement occidental et néocolonial* qui a construit ses fondations durant la période des découvertes et de la mise en esclavage ; elles se sont renforcées durant l'époque coloniale et se sont étendues, dès le début de la décolonisation, de manière sournoise et mortifère dans l'ensemble des pays décolonisés.

Dans ce cadre, les États-Unis et leurs alliés n'ont pas hésité à faire appel à des institutions de nature coloniale, telle l'occupation des territoires d'États souverains par le biais du régime de tutelle consacré par la Charte des Nations unies à un moment où plus de la moitié des peuples de la planète était encore soumis à la domination coloniale occidental-européenne. Ce régime de tutelle renvoie au système de protectorat mis en place par la Société des Nations entre les deux guerres et à celui organisé par les États colons qui nommaient dans les terres nouvelles acquises par le crime et le vol des gouverneurs devant assurer la loi et l'ordre.

Tout comme la violence institutionnalisée à partir de 1492 a joué un rôle principal dans le processus de mutation de l'humanité, elle continue d'avoir un rôle déterminant dans l'ordre économique mondial et de facto dans les relations internationales qui sont plus régulées par les injonctions du nouvel ordre mondial que par le *Jus cogens*. Répondre aux crises actuelles oblige à ne pas refuser d'appréhender la colonialité du pouvoir en tant que matrice moderne de la domination ; c'est elle qui permet de comprendre les inégalités entrelacées et la violence imbriquée – sociale, sexuelle, économique, épistémique, écologique, ethno-raciale, politique, culturelle, religieuse, géopolitique – qui affligent le monde d'aujourd'hui. Et cette colonialité du pouvoir est un des moyens de domination du système capitaliste. On se doit aussi de considérer le racisme comme une formation globale de pouvoir, un régime mondial d'oppression raciale qui génère et reproduit des relations, des institutions, des idéologies, des imaginaires, des pratiques de rejet et d'exclusion, ainsi que des sentiments contradictoires de haine et de désir, depuis les scénarios locaux jusqu'à ceux à l'échelle globale. Le racisme engendre et reproduit la domination raciale de nature culturelle, politique, économique, épistémique et psychologique, en tant que composante essentielle du système mondial capitaliste moderne/colonial. Si nous ne sortons pas de ce système articulé autour du couple capitalisme/racisme, peu importe le président des États-Unis ; ce dernier continuera d'exercer le pouvoir tel qu'il a été pensé au moment de l'émergence de ce système.

Changer le paradigme de la domination coloniale supposerait de briser la centralité et la durabilité du racisme institutionnel anti-noir ainsi que celles du système capitaliste ; cela

devrait indéniablement passer par la mise en place d'un processus de politiques des réparations pour contrer substantiellement les ravages causés par la mise en esclavage, la colonisation, le colonialisme et la doctrine de la plantation. Il ne s'agit plus de reproduire mais de penser une force éthique, spirituelle combative et décoloniale pour changer le monde.

Mireille Fanon Mendes-France est présidente de la Fondation Frantz Fanon internationale.

Bibliographie

Norman Ajari, 2022, « [En conversation avec la mort. Tommy J. Curry et les discours philosophiques de la masculinité noire](#) », *Itinéraires*.

Mireille Fanon Mendes-France, « [De la mission civilisatrice à l'ingérence humanitaire](#) », 4 juin 2012.

Mireille Fanon Mendes-France, « [Un procès signifie-t-il justice ? Questions posées à l'issue du procès de Théodore Luhaka](#) », 28 janvier 2024.

Haïti-France, « Les chaînes de la dette. Le rapport Mackau (1825) ; Édité par Marcel Dorigny, Jean-Marie Théodat, Gusti-Klara Gaillard et Jean-Claude Bruffaerts ; Hémisphères — Maisonneuve et Larose, Paris, 2021, 201 pages.

Emmanuel Macron, « [Déclaration](#) », 6 janvier 2025.